

Nouvelles locales du mardi 30 mars 2010

@rib News, 30/03/2010 | Sécurité - Le journal "Aube de la Démocratie", pointe du doigt de hauts gradés de la police et de la documentation pour avoir joué un rôle central dans la planification et l'exécution de l'assassinat d'Ernest Ndirakobuca, ancien vice-président de l'Olucome. Le directeur national des renseignements, le Général Adolphe Nshimirimana, le Commissaire Gervais Ndirakobuca, vice-directeur de la police nationale, le colonel David Nikiza et le Dsir Uwamahoro sont cités par le journal Aube de la Démocratie d'avoir planifié ce plan macabre. Selon le porte-parole du parti Sahwano Frodebu, Pancrace Cimpaye, cette nouvelle a été publiée après une longue période d'enquête effectuée par les cadres de ce même parti. Le porte-parole du Frodebu souligne que les personnes détenues dans ce dossier ne sont pas les vrais coupables. Les vrais coupables, d'après Cimpaye, sont toujours en liberté et sont protégés par le pouvoir. Il regrette l'existence d'une opération qui consiste à balayer tous les moins qui connaissent la réalité de l'assassinat. Il prend l'exemple du capitaine Pacifique Mutakura, il y a quelques mois dans des conditions obscures, un agent de transmission de l'un des hauts gradés de la police du nom de Icoyishakiye Ezeckiel, et la tentative d'assassinat du chauffeur du directeur adjoint de la police actuellement à l'hôpital suite à une fusillade qui le visait il y a moins de 15 jours dans la commune urbaine de Bwiza. (Isanganiro/Aube de la Démocratie)

Une union a organisé l'intention des hauts cadres de la police et de l'armée par la Ceni. Selon le porte-parole Ceni Pierre Claver Ndayicariye, ces corps doivent connaître que la sécurité se trouve entre leurs mains et que la population attend qu'elle soit totale le jour du scrutin et même après. Le Ministre de la Défense a rappelé que les militaires ne doivent pas appartenir aux partis politiques leur demandant de ne pas être instrumentalisés par les politiciens mal intentionnés. (Rpa/Bonesha). | Société - Les fonctionnaires burundais risquent d'entamer un mouvement de grève générale suite au manque de réponse à leurs revendications. Selon le président de la CSB, Tharcisse Niyongere, les fonctionnaires de l'Etat membres des syndicats sont menacés par le pouvoir qui leur empêche de faire des mouvements de grève, ce qui est vu comme une atteinte à la liberté syndicale. Il cite à titre d'exemple les jeunes enseignants nouvellement recrutés qui sont intimidés par les employeurs les empêchant de suivre des mouvements syndicaux pour revendiquer leur droit. Il regrette que les relations entre le pouvoir et les syndicats se détériorent alors que ces deux camps doivent dialoguer pour vider les questions des fonctionnaires. Une autre catégorie de fonctionnaires menacée par les intimidations est le personnel de la SOSUMO qui fait face à la réaction brutale des employeurs de les chasser ou même les faire emprisonner pour avoir manifesté leur appartenance syndicale. Il dénonce également la création de syndicats proches du Gouvernement dans le but de désorienter l'action des syndicats des enseignants. Selon Mme Marie Bukuru, membre de la COSYBU, le pouvoir ne peut pas convaincre les fonctionnaires que les caisses de l'Etat sont maigres alors que certains des fonctionnaires sont gagnés par rapport à d'autres qui croupissent dans une extrême pauvreté. Cette activiste syndicale trouve que les magistrats, les députés, les corps de sécurité et de défense des fonctionnaires de la présidence de la République et bien d'autres ne sont pas traités au même pied d'égalité, au vu des salaires mirobolants que le gouvernement leur octroie à la fin de chaque mois. Ces fonctionnaires, souligne-t-elle, sont dans de bonnes conditions par rapport aux autres alors qu'ils ont les mêmes diplômes. Notons que ces syndicats en confédération menacent de lancer une grève générale dans une semaine si leurs revendications ne sont pas étudiées. (Rpa/ Bonesha/Isanganiro/Rtnb/Rtr)- La population des communes de Nyanza-Lac et Makamba au sud du pays se lamentent comme quoi la Regideso traîne les pieds pour mettre de l'électricité dans les maisons des clients quand ceux-ci en font demande. Les localités les plus touchées sont surtout Nyanza-Lac et Mukungu dont les habitants disent avoir payé des frais d'installation d'électricité il y a plus de 2 ans sans aucune réaction de la part de la Regideso dans cette partie du pays. Ils disent que même des pots de vin sont parfois donnés pour essayer d'influer sur le bureau de la Regideso dans cette commune. Le chef d'antenne de Nyanza-Lac au sein de la Regideso, Juvénal Ntakarutimana dit que la population de Nyanza-Lac ne comprend pas que ce retard est dû au manque de matériels observés ces derniers jours dans les stocks de la Regideso. (Isanganiro/Bonesha) - Un homme vient de violer un jeune garçon de 11 ans à Vyanda au sud du Burundi. Ce garçon est en train de suivre un traitement à l'hôpital de Rumonge où il bénéficie de l'assistance de la part de la RBP+, une association de soutien aux orphelins et malades du Sida. Le coupable est arrêté et se trouve entre les mains de la police et dit avoir réellement fait cet acte, bien qu'il ne dit pas pourquoi. Les responsables des associations de défense des droits de l'homme dans cette partie du pays disent que la situation est alarmante car depuis le début du mois de février, 22 cas de viol ont été reportés et pensent même qu'il y aurait d'autres cas qui restent cachés suite à la peur de victimes. (Isanganiro/Bonesha) | Santé - 13 personnes viennent d'être opérées à l'hôpital de Ngozi au Nord du pays par une équipe de médecins hollandais. Cette opération gratuite est l'initiative des burundais de la diaspora vivant en Hollande et regroupés dans l'Association Izere va opérer les personnes souffrant du bec de lièvre et d'autres qui ont été victimes de brûlures. Les médecins de l'hôpital de Ngozi sont aussi en train de suivre cette opération dans le but de faire ces opérations eux-mêmes une fois ces médecins retournés chez eux. Notons que plus de 600 personnes se sont faites enregistrer dans le but de subir une opération du genre dans cette seule province de Ngozi. Un certain nombre de ces personnes à opérer le sera pour la fois prochaine car le jour de cette équipe médicale expire bientôt. (Isanganiro)